

Réunion de travail avec Monsieur Thierry Repentin, Ministre des Affaires européennes

(mercredi 18 septembre 2013, complété le 4 octobre)

Canevas de discussion

Pour résoudre les multiples crises de nos sociétés, la France et l'Union européenne doivent progresser ensemble, dans une démarche active de fécondité mutuelle et non de rivalité ou de domination ou de nécessité froide et passivement assumée. Nous avons le sentiment que la politique suivie ne donne pas cette image et que cela fait courir de gros risques, tant à notre pays qu'à la construction européenne elle-même, risques qui peuvent se concrétiser lors des élections du Parlement européen l'an prochain. Comme le premier trimestre sera occupé par les élections municipales, c'est dès maintenant qu'il faut affermir fortement le cap, et selon nous dans trois directions simultanément :

- 1) *Rendre la construction européenne positivement sensible au citoyen pour lui donner envie de s'impliquer dans des élections à fort enjeu.*

Il nous paraît essentiel de faire passer le message selon lequel la dimension européenne est devenue une composante importante de notre vie collective et que cela est une chance et non pas une contrainte. Ce n'est pas le moment pour le citoyen de désertier l'Europe, celle-ci a besoin de nous, elle ne doit pas gouverner sans nous, elle agit pour nous. Il faut donc voter pour dire quelle Europe nous voulons et ne pas profiter des élections européennes pour régler nos problèmes franco-français sur le dos de l'Europe.

Nous insistons donc sur un gros effort d'information et de pédagogie pour faire comprendre ce qu'est l'Union européenne, comment elle marche, quels sont ses apports sur de nombreux terrains très concrets que l'on doit pouvoir illustrer et médiatiser dans de bonnes conditions, notamment sur le plan de l'environnement et des fonds structurels. Nous savons que des actions sont lancées dans ce domaine et soutenons la pétition « Plus d'Europe dans les médias », mais nous craignons que les moyens ne soient pas à la hauteur et que les différents ministres ne soient pas assez mobilisés sur ce sujet dans leurs champs de compétence respectifs.

Cela suppose une ligne claire et bien affirmée du gouvernement et la fin des petites phrases qui participent d'une critique permanente et improductive de l'Europe, à laquelle on fait porter la responsabilité des difficultés sans en mesurer les apports.

Cela suppose aussi que, face aux positions extrêmes, les stratégies économiques et financières suivies soient assumées globalement, et leurs éventuelles insuffisances mises au compte non pas de trop, mais de trop peu d'Europe.

- 2) *Proposer tout de suite aux citoyens un projet européen mobilisateur et crédible faisant jouer un rôle important au Parlement*

A cet effet, il nous semble :

- que le Parlement, en désignant le Président de la Commission doit indirectement s'efforcer de constituer aussi, comme le propose « Sauvons l'Europe », une équipe unie autour d'un projet d'ensemble cohérent, qui ne soit pas une simple juxtaposition de personnalités ;
- que la zone euro a besoin d'un véritable gouvernement, avec des attributions étendues aux questions sociales, avec un budget et des ressources propres, et avec une délégation particulière

du Parlement européen pour en contrôler le fonctionnement démocratique. Le mécanisme des coopérations renforcées peut permettre de mettre cela en place sans avoir à passer par la révision des traités, trop difficile et périlleuse, tout en laissant à d'autres pays la possibilité de rejoindre les premiers participants . Ce devrait être le grand chantier que notre pays propose pour la mandature nouvelle. Que chacun se positionne par rapport à ce projet pour redonner de la clarté et de la direction au débat européen ;

- que, parallèlement, la politique de voisinage de l'Union européenne vers l'Est et le Sud doit être renforcée avec des objectifs spécifiques, et qu'elle doit faire, elle aussi, l'objet d'une meilleure communication afin qu'elle soit mieux connue, partagée et donc valorisée par les citoyens.

3) *Engager avec nos partenaires une réflexion sur l'Europe du temps long, sur l'Europe que nous voulons construire en 2025 et au-delà, dans le contexte d'une mondialisation qui nous a pris de vitesse.*

Il ne s'agirait pas décider mais de réfléchir ensemble et de sortir de cette situation où l'Europe réagit plus qu'elle n'agit, et ne se donne pas les moyens de pratiquer cette saine éthique de la discussion qu'elle vient pourtant de théoriser avec brio, ouvrant ainsi de nouvelles voies à la démocratie.

Il s'agirait de travailler sur trois champs :

- Quel rôle l'Union européenne, et la France dans ce cadre, veut-elle jouer dans la mondialisation, en quoi et pour quoi se sent-elle partie prenante de la gouvernance mondiale, est elle-même capable de proposer une « pensée monde », pour reprendre l'expression d'une récente interview du Monde, à partir de sa propre pluralité maîtrisée ? Quels sont ses intérêts communs et comment les définir pour fonder une action extérieure efficace ?
- Est-elle capable de renouveler et de réactualiser ce qui a pu apparaître un temps comme un modèle équilibré (économique, social, écologique) en résorbant simultanément les trois dettes financières , sociales et écologiques grâce à un sursaut de qualité démocratique, prenant notamment la forme d'efforts individuels et collectifs partagés de créativité, de sobriété, de justice et de fraternité ?
- Comment améliorer les relations entre notre pays et l'Union européenne, qui sont, à l'évidence, de fort mauvaise qualité¹ ? Plus particulièrement, quel travail sur nous-mêmes devons-nous faire pour sortir de ce rêve d'une Europe qui ne serait qu'une grande France sans les défauts de la France, pour accepter une vraie confrontation constructive avec l'altérité de nos partenaires, pour reconnaître simplement, sans rechigner, ce que l'Europe nous apporte et que l'on n'aurait pas sans elle ? Sommes-nous prêts à contribuer à l'intérêt général européen ?

Le groupe « Europe » du Pacte civique

¹ Voir en annexe la réflexion de Patrick Boulte qui concrétise cette problématique à l'occasion des prochaines élections